

Fabien Roussel décline

Bousculé par une affaire d'emploi présumé fictif qu'il nie catégoriquement, le candidat du PCF creuse son sillon : à gauche toute pour une « nouvelle République ».

En moins de deux mois, Fabien Roussel a multiplié par trois ses intentions de vote au premier tour. Les sondages lui promettent aujourd'hui un score deux fois supérieur à celui de sa concurrente socialiste Anne Hidalgo. Pas mal pour le candidat d'un parti que d'aucuns croyaient voué aux oubliettes ! Loin des éclats d'un Jean-Luc Mélenchon, le premier secrétaire du PCF s'efforce de tracer une nouvelle voie pour la gauche. Parfois surprenant dans ses propositions – il est pro-nucléaire et veut augmenter les effectifs de police –, il tente de rallier l'électorat populaire « égaré » sur les terres d'extrême droite. L'affaire révélée par *Médiapart*, qui le soupçonne d'avoir été rémunéré pendant cinq ans pour un emploi fictif aux frais de l'Assemblée nationale (1), enraiera-t-elle sa dynamique ? Réponse dans les tout prochains jours.

1. Lire nos éditions d'hier.

Entretien réalisé à Paris par Lionel PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

Reportage photos : Franz CHAVAROCHE
fchavaroche@nicematin.fr

« Moi, je n'agresse pas les policiers... »

Le Figaro, qui n'est pas précisément un journal réputé marxiste, vous qualifie de « révélation de cette campagne ». Vous rougissez sous l'hommage ?
J'ai fait le choix de mener une campagne populaire, républicaine et laïque : c'est peut-être ce qui manquait à la gauche aujourd'hui.

Vous pensez que la gauche a abandonné le peuple ?
En tout cas, quand une certaine gauche a été au pouvoir, elle lui a tourné le dos. Elle a oublié de répondre aux attentes des classes populaires. En disant cela, je pense à ceux qui travaillent et qui ont le plus grand mal à vivre de leur labeur. Moi, je veux une France où l'on peut s'épanouir au travail, avoir accès aux loisirs, puis profiter d'une retraite digne.

Votre gauche à vous, c'est...
... Celle qui a porté tant d'espoirs de progrès social, de justice, de fraternité. Aujourd'hui, tout cela semble avoir été mis aux oubliettes. Je veux incarner de nouveau les jours heureux, ceux du Conseil national de la Résistance, qui ont fait grandir notre pays.

L'électorat populaire que vous ciblez vote majoritairement pour Marine Le Pen...
En réalité, une grande partie de ces électeurs n'ont plus confiance dans la politique. Une autre partie vote un coup à gauche, un coup à droite, selon le candidat.

Et certains, en effet, s'égarèrent en votant pour l'extrême droite.

En 2017, Mélenchon avait atteint 19,58 % des voix avec le soutien du PCF. Ce score lui permettrait probablement de se qualifier pour le second tour. Vous ne regrettez pas d'avoir choisi de faire cavalier seul ?

Non. Nous avons des programmes différents, malgré des points de convergence. Nous ne sommes pas d'accord sur le rôle de l'énergie nucléaire, qui me paraît absolument incontournable pour réindustrialiser la France et produire des biens décarbonés. J'ai aussi montré ma différence sur les questions de sécurité publique : moi, je n'agresse pas les policiers et les gendarmes ! *[Il sourit]*

Vous êtes crédité d'environ 5 % des intentions de vote. Pour vous, le second tour reste un objectif ?
Ce que je souhaite, c'est qu'un candidat de gauche remporte la présidentielle. Que le meilleur gagne ! Moi, je n'attaque personne *[dans mon camp]* ; je veux rassembler sans sectarisme ni invective. Je tends les bras pour construire une République nouvelle de l'emploi, du salaire et du progrès.

Mélenchon, Le Pen et Zemmour ne sont pas assurés d'obtenir les 500 parrainages. Trouveriez-vous normal qu'ils ne puissent pas se présenter ?
En ce qui concerne les deux



candidats d'extrême droite, je comprends que les maires, sentinelles de la République, soient réticents à leur accorder un parrainage. C'est même heureux ! Je rappelle qu'en Allemagne, Hitler est arrivé au pouvoir par les urnes... À gauche, en revanche, je souhaite que tout le monde puisse se présenter. *[Il sourit largement]* Jean-Luc Mélenchon aura ses parrainages, je n'ai pas le moindre doute à ce propos.

S'il s'avère que ce n'est pas le cas, lancerez-vous un appel aux élus communistes pour qu'ils lui apportent les signatures manquantes ?
On verra ce qu'il adviendra une

semaine avant l'échéance *[le 4 mars, N.D.L.R.]*. Moi, je suis un compétiteur, je veux me donner toutes les chances de gagner...

Vous avez qualifié Éric Zemmour de « petite peste brune ». À vos yeux, il est plus dangereux que Marine Le Pen ?
Les propos que Zemmour a tenus, sur Pétain et les Juifs notamment, font de lui un vrai danger pour la République. Mais selon moi, ces deux candidats ont un discours discriminant. Ils opposent nos concitoyens en fonction de leur couleur et de leur origine. Comme si les Français n'étaient français que de sang ! Nous sommes riches de toutes nos origines.

« Imposons à nos entreprises de produire de nouveau en France ! »

Même si les nationalisations sont légion dans votre programme (SNCF, EDF, Engie, La Poste, France Télécom), le mot « communisme » n'y apparaît guère. Jugez-vous encombrant une partie de l'héritage du PCF ?
Pas du tout. Je ne répète pas sans cesse que je suis communiste, parce que tout le monde le dit à ma place. Mais je suis fier de mon étiquette sur laquelle il est écrit : « congés payés », « Sécurité sociale », « combat contre la colonisation ». Cette histoire-là, en France, ce sont nos racines. Nous avons fait des erreurs, certes. Mais reproche-t-on à la droite d'avoir collaboré avec Hitler ? À ceux qui, au

lendemain de la guerre, se sont battus pour conserver l'Algérie française ? Pourquoi ne les interroge-t-on jamais sur leur histoire ? Moi, j'assume celle de mon parti. Nous ne changeons pas de nom, parce que nous assumons. Pourquoi les autres changent-ils de nom tous les cinq ans ? Parce qu'ils ont trop d'affaires au cul, peut-être ?

Vous proposez un moratoire sur les plans sociaux et les licenciements. Pour combien de temps ?
Le temps nécessaire pour que l'on arrive à reconstruire notre industrie ! Dans une période donnée, à chaque fois qu'une usine ou un atelier sera

menacé, mettons-nous autour de la table pour trouver des solutions. Mais ne perdons pas nos savoir-faire ! Pour reconstruire la filière bois, après l'avoir abandonnée, c'est difficile. Pareil pour le textile. Alors, ne perdons pas de temps : préservons ce que nous avons. Et imposons à nos entreprises, comme Peugeot et Renault, de produire de nouveau en France ! Au sein de l'Europe, nous devons faire cesser la concurrence entre les pays, souvent alimentée par de l'argent public. Je suis partisan d'une mondialisation heureuse – gagnant-gagnant. Mais aujourd'hui, ce sont les autres pays qui gagnent et nous qui perdons.



50 nuances de rouge



Dans son bureau au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris, Fabien Roussel veut se donner « toutes les chances de gagner ».

« Droite et extrême droite doivent dire la vérité »

Contrairement à Jean-Luc Mélenchon ou Yannick Jadot, vous renvoyez la légalisation du cannabis à un « débat ultérieur ». Vous n'y êtes pas favorable ?

Personnellement, je suis pour la dépénalisation. La politique de sanction n'a pas contribué à faire reculer les consommations de drogue. Je veux en faire d'abord une question de santé publique. Les jeunes pris avec un joint, au lieu de les sanctionner, accompagnons-les ! Et attaquons les trafics, en ciblant les narcotrafiquants et les banques : où va l'argent de ce commerce ?

Tous les candidats sont favorables à un relèvement du Smic. Vous proposez de le porter à 1 500 euros net. Sur la durée du mandat ou immédiatement ?

Immédiatement. Mais surtout, ce qui me différencie, c'est que je parle aussi du montant brut : 1 900 euros. La droite et l'extrême droite veulent augmenter le net en supprimant les cotisations, mais ils ne précisent pas comment seront financés la Sécurité sociale, les hôpitaux, nos retraites... Il faudra passer par des assurances privées, présenter une carte

bancaire avant d'être admis aux urgences ? Ils doivent dire la vérité !

Cette augmentation sera donc à la charge des entreprises ?

J'annoncerai une série de mesures pour accompagner nos PME et TPE. Les multinationales, elles, ont les moyens d'assumer ce coût. Elles verseront moins de dividendes, c'est tout !

On oppose souvent les problématiques liées à la fin du monde et celles relatives à la fin du mois. L'environnement, c'est important pour vous ?

C'est déterminant. Nous sommes dans la décennie qui nous permet encore d'agir sur la hausse des températures. Tout doit changer : nos modes de production comme nos modes de consommation. Mais cela ne doit pas se faire sans accompagner les classes populaires et les classes moyennes. Il ne faut pas taper dans le porte-monnaie de ceux qui ont déjà des difficultés. Cela nécessite un engagement public important, et beaucoup plus de solidarité de la part des plus riches – qui sont souvent ceux qui polluent le plus.

Tac au tac

► **Sur les tensions aux portes de l'Europe :** « Le Président a fait le choix d'engager le dialogue avec Poutine ; il a eu raison. Je poursuivrai dans cette voie. Mais il faut aussi pouvoir dire aux Américains que nous ne souhaitons pas que l'Ukraine entre dans l'Otan – comme Nicolas Sarkozy l'avait fait en 2008. Les Ukrainiens ont le droit de solliciter leur adhésion, bien sûr, mais il faut aussi tenir compte des demandes de la Russie depuis 1990 pour garantir la sécurité de tous. »

► **Sur l'engagement de la France au Mali :** « Nous aurions dû prévoir moins de militaires et plus de développement pour lutter contre la pauvreté et restaurer un État. »

► **Sur la chasse après le décès accidentel d'une randonneuse de 25 ans dans le Cantal :** « Il y a 1,2 million de chasseurs en France, c'est unique en Europe. Pourtant, le nombre de morts diminue drastiquement tous les ans. Beaucoup de chasseurs sont des travailleurs qui n'ont que les week-ends et les vacances pour s'adonner à cette activité. Mais à la lumière de ce nouveau drame, peut-être faut-il encore modifier les règles ? Prévoir un jour sans chasse sur tout le territoire ? En tout cas, il faut pouvoir atteindre zéro mort. »

La phrase

« Nous augmenterons les impôts des plus riches, notamment en rétablissant l'ISF. Nous créerons quinze tranches d'imposition sur le revenu, au lieu de cinq aujourd'hui, afin de le rendre plus progressif. En dessous de 3 000 ou 3 500 euros, on payera moins. Au-delà, on payera plus ! »

« En période de crise, aucune raison de faire des cadeaux aux plus riches »

Vous proposez de créer 500 000 postes de fonctionnaires, d'augmenter les salaires de 30 %, de passer aux 32 heures sans baisse de salaire et de rétablir la retraite à 60 ans : où trouverez-vous l'argent pour tout cela ?

Nous ne ferons pas tout en même temps. Ces 500 000 emplois seront créés sur cinq ans : nous avons besoin d'aides à domicile, d'enseignants, d'infirmières, de policiers, de magistrats, de greffiers... Tout le monde le dit, mais

personne ne veut mettre un euro d'argent public ! Ces personnels, on les rémunère pendant la formation, et en contrepartie ils s'engagent à travailler pendant dix ans pour les services publics. La retraite à 60 ans, ce sont 1,2 million de jeunes qui pourront rentrer dans l'emploi. Ce sont des cotisations nouvelles ; c'est un cercle vertueux !

Comment le budget de l'État pourrait-il supporter ces charges nouvelles ?

Mais cet argent, il existe ! La planche à billets de la Banque européenne a tourné à plein régime au bénéfice des banques privées. Elles bénéficient de prêts à taux négatifs et nous prêtent, à nous, avec des taux positifs. Le coût de la dette, dans le budget de l'État, c'est 40 milliards. L'argent, il est là ! Il est aussi dans les multinationales qui ont eu tous les cadeaux pendant cinq ans. En période de crise, il n'y a aucune raison de faire des cadeaux aux plus riches.

LE DÉCRYPTAGE

● **« La retraite à 60 ans, ce sont 1,2 million de jeunes qui pourront rentrer dans l'emploi. »**

Faux - Le candidat communiste établit un parallèle entre le nombre de personnes qui partiraient plus tôt à la retraite, si cette réforme était adoptée, et le nombre de postes ainsi « libérés » pour les plus jeunes. Mais il néglige deux paramètres. D'une part, un départ dans une entreprise n'est pas systématiquement compensé par une embauche – encore moins à un poste équivalent. D'autre part, le taux d'emploi des 60-64 ans

s'élève à seulement 31 %. Cela veut dire que plus de deux sur trois n'occupent aucun poste ; leur départ en retraite ne libérerait donc aucun emploi.

● **« Le coût de la dette, dans le budget de l'Etat, c'est 40 milliards. »**

Vrai - A la fin de l'année, le montant global de la dette française devrait atteindre la somme colossale de 3000 milliards d'euros. Malgré des taux d'intérêt historiquement bas, le coût annuel de cette créance est évalué à 38,35 milliards – proche des 40 milliards

annoncés par Fabien Roussel.

● **« Le nombre de morts [liés à des accidents de chasse] diminue drastiquement tous les ans. »**

Vrai - Depuis 24 ans, l'Office français de la biodiversité (OFB) recense pour chaque saison de chasse tous les accidents impliquant des êtres humains. Entre 1998 et 2020, 3807 accidents ont été répertoriés, dont 505 mortels. Ces chiffres diminuent : entre 1998 et 2003, l'OFB recensait en moyenne 34 morts par an, contre 12 entre 2015 et 2020.

